



2.4 LA DIMENSION ÉCONOMIQUE

L'argent est la principale raison invoquée par les personnes pour expliquer leur situation de prostitution. C'est le dernier recours pour survivre, nourrir sa famille ; c'est l'illusion de pouvoir accéder à une autre vie... Pour toutes, c'est une « solution » qu'elles pensent temporaire, une possibilité de gagner rapidement de l'argent. En réalité, cette « débrouille » est un piège qui se referme : les personnes sont prises dans un système organisé autour de l'exploitation de leurs vulnérabilités et du profit qu'on peut tirer de leur corps.

L'argent, moteur de la prostitution

La prostitution est un marché, avec des personnes qui vendent et d'autres qui achètent. Les proxénètes et trafiquants récupèrent l'argent tandis que les « clients » prostitueurs achètent le droit de disposer du corps de l'autre.



Fiona*

***« Il n'y a que le business qui compte.
Et puis le mec paye donc il a le droit de faire ce qu'il veut.
C'est l'idée que tout le monde a intégrée dans ce milieu à commencer par nous ».***

La marchandise vendue, c'est l'accès sexuel à la personne, dont le prix est fixé en fonction de sa jeunesse, de son physique, de son origine. Cette marchandisation est particulièrement visible sur les sites Internet se présentant comme des « catalogues d'escorts » où les personnes sont systématiquement triées et catégorisées en fonction des critères physiques, ethniques pour répondre aux fantasmes sexistes et racistes des « clients » prostitueurs. Ces derniers laissent ensuite des notes et des commentaires pour évaluer les personnes réduites à un simple produit de consommation, qu'ils ont acheté.

Et tout cela se déroule dans le cynisme le plus absolu.

* « Fiona : Le mec paye, il fait ce qu'il veut », *Prostitution et Société*, n°162, septembre 2008.

Un « client » prostitueur en stage de sensibilisation*

« Il y a des prostituées heureuses d'être prostituées. Elles ne veulent pas travailler chez Carrefour, elles aiment l'argent facile ».

Un proxénète au cours de son procès**

« Madame la présidente, elles ne se respectent pas ! Pourquoi je devrais les respecter ? »

D'après le ministère chargé de l'Égalité entre les femmes et les hommes, ce marché génère **près de 100 milliards de dollars chaque année** qui reviennent presque intégralement dans les mains des proxénètes et des trafiquants. En témoignent des récents procès ou démantèlements de réseaux criminels survenus en France.



Un réseau chinois à Paris, organisé par un couple, interpellé en 2017 : les victimes pouvaient subir jusqu'à 30 passes par jour, facturées entre 100 et 150 euros, dont 5 à 10 euros étaient reversés aux jeunes femmes.

Thomas, Prouteau « Paris : 9 personnes interpellées dans un réseau de prostitution », *RTL.fr*, 11 décembre 2017.



Un réseau de proxénètes roumains, qui agissait dans le Nord et l'Est de la France, exploitait entre 40 et 50 victimes, les passes rapportaient jusqu'à 150 000 euros par mois.

Pham-Lê Jérémie, « Un réseau de proxénétisme 'ultra-violent et mobile' démantelé », *Le Parisien*, 8 octobre 2019.



Dans une affaire de « proxénétisme de cités », le chiffre d'affaires des jeunes proxénètes s'élevait à 7 000 euros par semaine, avec quatre victimes, pour la plupart mineures.

« Prostituées dans les cités, les jeunes filles étaient repérées sur les réseaux sociaux », *Ouest France*, 25 juin 2018.



Dans le Val-d'Oise, un réseau exploitait au moins 45 jeunes femmes, dont certaines mineures ; jusqu'à 25 femmes pouvaient être prostituées simultanément et avaient 6 à 10 clients par jour pour un tarif moyen de 100 € ; les jeunes femmes étaient ensuite revendues à d'autres proxénètes pour 1 500 euros.

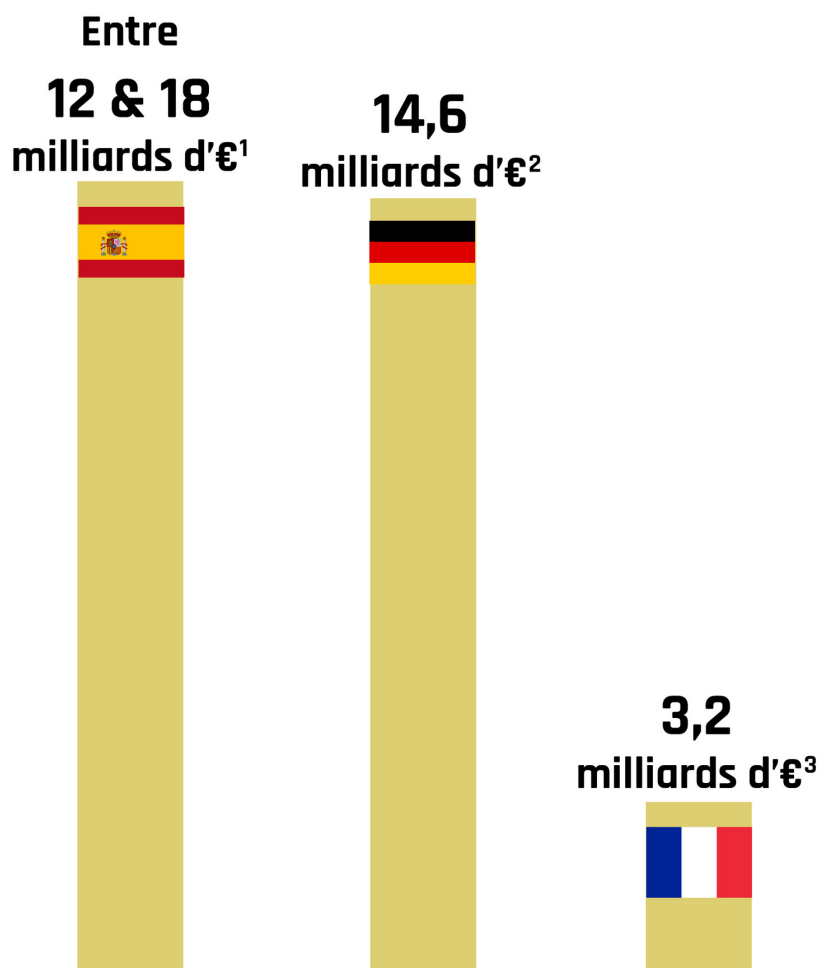
« Un réseau de proxénétisme démantelé, onze arrestations dans le Val-d'Oise », *Ouest France*, 10 février 2020.

* Propos recueillis par la Fondation Scelles, 2020

** Vincent, Vantighem « Proxénétisme des cités : L'inquiétant profil des jeunes adolescentes qui jouent les 'escortes' », *20 Minutes*, 2 juillet 2018.

La prostitution est devenue un marché économique très « porteur ». **Le chiffre d'affaires de l'industrie du sexe est estimé entre 12 et 18 milliards d'euros en Espagne*** où 39 % des hommes auraient déjà eu recours à la prostitution. En **Allemagne**, où l'exercice de la prostitution est réglementé, l'industrie du sexe représente un empire économique de **14,6 milliards d'euros en 2013****.

La prostitution, un marché économique



(1) Municipalité de Madrid, 2016 - (2) - Nagel L.M., « Prostitution - hier noch mehr Zahlen », Die Welt, 3 novembre 2013; (3) - ProstCost, 2015

* Fondation Scelles, *Système prostitutionnel. Nouveaux défis, nouvelles réponses - 5e Rapport mondial*, Paris, 2019, p. 353.

** Nagel.M., « Prostitution - Hier noch mehr Zahlen », *Die Welt*, 3 novembre 2013.

En **France**, une étude du Centre des Hautes Études du Ministère de l'Intérieur (CHEMI) en 2012 révélait un chiffre d'affaires de la prostitution estimé à environ 1,15 milliard d'euros, avec un gain de 530 millions pour les réseaux criminels*. Mais d'après l'étude ProstCost du Mouvement du Nid/Psytel en 2015, **l'estimation d'un gain mensuel**, sur la base d'une population de 37 000 personnes en situation de prostitution, serait de **plus de 7 000 euros par personne prostituée, soit 3,2 milliards d'euros par an**.



*3,2 milliards d'euros générés chaque année en France par la prostitution, soit un gain de 102 € par seconde. 45% de ce chiffre d'affaires seraient envoyés vers des pays étrangers par les réseaux de proxénétisme et de traite des êtres humains***

A titre de comparaison, le budget de l'ensemble des forces de police et de gendarmerie concourant annuellement au démantèlement des réseaux et à la condamnation des proxénètes est de l'ordre de 12 millions d'euros. Que peuvent ces quelques millions face aux moyens colossaux des groupes criminels ?**

Economie de l'ombre versus économie licite



En 2007, des bars à hôtesses à Nantes sont au coeur d'un réseau de prostitution et de blanchiment - l'argent transitait vers l'étranger via des « comptes taxis » prêtés par des complices et était blanchi dans des opérations immobilières en France mais aussi en Asie.

Couzinou Véronique, « L'argent de la prostitution était blanchi en Asie », *Le Parisien*, 3 septembre 2007

La prostitution est donc une des activités les plus lucratives pour les organisations criminelles de trafic d'êtres humains à des fins d'exploitation sexuelle.



Une large partie de ces produits de la prostitution et de la traite des êtres humains est blanchie, c'est-à-dire réinjectée dans le circuit économique pour lui donner une apparence de légalité.

En Europe, les groupes criminels utilisent les structures de sociétés licites pour réinvestir leurs capitaux, ce qui rend l'action de blanchiment difficilement détectable. Une fois blanchi, l'argent est écoulé dans des sociétés écrans (discothèques, restaurants...), investi dans l'immobilier en France, dans des sociétés monégasques, des sièges sociaux au Liechtenstein, des villas ou des commerces de la Costa Brava ou dans les pays d'origine des proxénètes.

* Fondation Scelles, *Prostitutions – Exploitations, Persécutions, Répressions. 4e Rapport mondial*, Paris, Economica, 2016, p. 334.

** Mouvement du Nid/Psytel, *ProstCost - Estimation du coût économique et social de la prostitution en France*, mai 2015, p. 7, 27.



En 2018, un réseau nigérian, soupçonné d'avoir collecté et blanchi des dizaines de millions d'euros générés par la prostitution nigériane en France a été démantelé. Le réseau était rattaché aux groupes criminels nigériens Black Axe et Supreme Eiye Confraternity (SEC). L'argent était centralisé à Paris avant d'être remis à des transporteurs qui le dissimulaient dans des valises à double fond et quittaient la France, en bus ou en avion. Pour brouiller les pistes et les contrôles, ces transporteurs pouvaient passer par d'autres capitales européennes et des pays africains avant leur destination finale : le Nigeria. Près de 500.000 euros ont été saisis, mais il s'agit de dizaines de millions d'euros générés par la prostitution nigériane en France. « Ce sont des sommes vertigineuses mais qui illustrent l'ampleur de l'argent généré par la prostitution », selon Jean-Marc Droguet, directeur de l'Office central pour la répression de la traite des êtres humains (OCRTEH).

« Un vaste réseau de prostitution nigériane démantelé en France », *Le Figaro/AFP*, 5 octobre 2018.

Mais le marché de la prostitution n'enrichit pas que des groupes criminels. Légale ou illégale, l'industrie du sexe a atteint aujourd'hui un tel degré de développement qu'elle contribue de manière plus ou moins marquée au revenu national et à la croissance des Etats. En effet, l'organisation de la prostitution est liée à toute une série d'activités intermédiaires qui relèvent de l'économie légale : alimentation, hôtellerie, tourisme, restauration, bars, taxis... mais également production de films, de vidéos, de photographies pornographiques, internet, publicité dans les médias et dans d'autres circuits.

De même, **les plateformes communautaires** sont détournées de leur destination à des fins de prostitution : **WhatsApp** est utilisé par les proxénètes pour gérer leurs activités, **Facebook**, **Instagram** et **Tinder** leur servent à repérer des victimes potentielles, **AirBnb** leur permet d'organiser les rencontres à des coûts moins élevés que les chambres d'hôtels...*

Le coût de la prostitution : l'exemple de la France

L'argent du marché prostitutionnel imprègne donc nos sociétés. Au point qu'en 2013, Eurostat, l'office statistique de l'Union européenne, proposait aux Etats d'intégrer les recettes de la prostitution et du commerce de la drogue dans le calcul de la croissance nationale.



En France, l'INSEE a refusé de se plier à la demande européenne en expliquant, à juste titre, que la prostitution s'apparentait moins à une « prestation de services librement consentie » qu'à une exploitation des personnes les plus précaires.

De fait, contrairement à ce que l'on veut faire croire, cette masse d'argent en circulation ne crée pas de richesses. Elle est le fruit de la destruction physique et psychique des personnes victimes. Et ce préjudice a un coût pour la société française.

* « Airbnb et prostitution : les liaisons dangereuses », *Univers Airbnb*, 29 octobre 2019.



L'étude ProstCost évalue le **coût global de la prostitution pour la société française à plus de 1,6 milliard d'euros**, à partir d'une estimation moyenne de 37.000 personnes en situation de prostitution sur le territoire.

Le coût humain (violences physiques, psychiques, sexuelles, surmortalité liées à la prostitution) **est estimé entre 252 et 370 millions d'euros par an** en plus du coût des conséquences sociales et médicales directes et indirectes.

En comparaison, **le total des dépenses sociales dont bénéficient les personnes en situation de prostitution est estimé entre 50 et 65 millions d'euros par an** (incluant hébergement, allocations et actions de prévention et d'accompagnement) et le **total des fonds publics attribués aux associations** spécifiquement pour la prévention et l'accompagnement des personnes en situation de prostitution ne s'élève qu'à **2,4 millions d'euros, soit 65 euros par an et par personne en situation de prostitution**.

coût de la prostitution pour la société **1,6 Mds d'€/an**

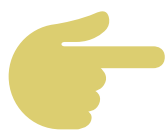
coût humain porté par les victimes **de 252 à 370 Mns d'€/an**

dépenses sociales pour les victimes **de 50 à 65 Mns d'€/an**

fonds publics attribués aux associations avant 2019 **2,4 Mns d'€/an**

soit 65 € par personne et par an
pour l'accompagnement des personnes en situation de prostitution

Données issues de l'étude Mouvement du Nid/Psytel, ProstCost - Estimation du coût économique et social de la prostitution en France, mai 2015, p. 6, 7 et 26.



Plus importante encore, la part de l'argent généré par le système prostitutionnel en France qui échappe aux différents impôts (directs et indirects) : chaque année, au moins 853 millions d'euros manquent aux recettes fiscales et à la consommation nationale.

Ainsi, si les « clients » prostitueurs dépensaient leur argent dans n'importe quelle autre activité, la société française économiserait chaque année plusieurs centaines de millions d'euros de dépenses liés aux conséquences de la prostitution et augmenterait parallèlement ses recettes fiscales d'au moins 853 millions d'euros.